

COMMUNIQUE DE PRESSE

N'Djaména, le 13 mai 2024

« Lancement de la deuxième phase de l'étude sur le Nexus Climat-Sécurité-Environnement en Afrique centrale »



Une vue de la formation des enquêteurs du Cameroun et leur départ pour la mission de terrain (Crédit Photos CEDPE-2024)

s'agira de recueillir les avis des ménages et autres couches de la population sur les questions relatives aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, en mettant en lumière les enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles, la sécurité, les changements climatiques, la gouvernance et les politiques publiques, entre autres.

Ainsi, 2 sites ont été retenus par pays pour ces enquêtes. Au Tchad, il s'agit du département de Mangalmé et de Fitri.

Magalmé en raison des récents événements intercommunautaires qu'a connus la localité. Quant au Fitri, elle est une zone humide d'importance capitale, faisant l'objet de beaucoup de convoitise entre les pêcheurs, les éleveurs et les agriculteurs.

S'agissant du Cameroun, ce sont, les monts Bana-Bangangté-Bangou (départements du Haut-Nkam, du Ndé et des Hauts-Plateaux) et Fouban (Koundoum dans le Département du Noun). Les Monts Bana-Bangangté-Bangou abritent une diversité de groupes ethniques, notamment les Bamiléké et les Bamileke-Banen, qui y résident depuis des générations. Ces communautés locales sont largement engagées dans l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière. Le département du Noun pour sa part, se distingue par sa diversité ethnique, abritant des communautés telles que les Bamoun, les Peuls et les Mbororos, qui cohabitent dans la région, parfois dans des conditions tendues.



La deuxième phase de l'Etude sur le Nexus Climat-Sécurité-Environnement en Afrique centrale, notamment au Cameroun, en RCA et au Tchad a officiellement démarré ce lundi, 13 mai 2024, avec des enquêtes simultanées dans les trois pays.

Parties pour durer 6 jours dans l'ensemble des trois pays, ces enquêtes vont concerner les localités retenues et, à l'aide d'un échantillonnage aléatoire de 650 enquêtés pour chaque site ; il



Les enquêteurs de la RCA et du Tchad au départ de ce lundi (Crédit photos CEDPE-2024)

de la Francophonie (OIF) et d'une durée de six mois, cette deuxième phase de l'étude a démarré par la formation des enquêteurs et des agents superviseurs pour atteindre le point culminant qui est la mission de terrain des enquêteurs pour la collecte des données.

En effet, l'espace francophone est en proie à des crises multiformes. Outre les instabilités politiques et sécuritaires, il est également confronté à d'autres formes d'insécurité générées par les changements climatiques et la dégradation des écosystèmes, qui accentuent l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les déplacements dans l'espace francophone, et en particulier en Afrique. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a engagé plusieurs actions dans ce domaine. Ainsi, à l'occasion de son cinquantenaire, l'OIF a mené une consultation en 2020 auprès de 10000 jeunes, issus de 83 pays. Il en ressort un intérêt majeur des jeunes (dont 51% de femmes) pour les questions environnementales et climatiques, ainsi que le souhait d'être davantage impliqués dans la définition et la mise en œuvre de politiques de développement durable. En conséquence, sensibiliser, éduquer et responsabiliser au-delà des jeunes, les femmes et l'ensemble de la société civile aux questions climatiques et environnementales, s'avère impératif pour la préservation de la planète et la stabilisation des communautés en Afrique au profit des générations futures.

Il est attendu de cette action, le dépouillement des résultats de l'enquête et d'une journée d'échanges et de réflexion pour boucler le projet, le tout, corroborée d'un rapport global finalisé avec l'appui technique de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) donnant ainsi une contribution importante à la compréhension des défis environnementaux, sécuritaires et climatiques dans l'espace francophone et éventuellement aux efforts déployés pour y répondre.



En République Centrafricaine, Il s'agit de la Préfecture de l'Ombela M'poko et de la Préfecture de Kemo. L'Ombela et Kemo sont traversés par un couloir de transhumance, véritable source des conflits récurrents entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs transhumants.

Placée sous l'égide du CEDPE, le plus important consortium en Afrique avec le financement de l'Organisation internationale

Alain Djimassal
Chargé de la communication du consortium
E-mail : djimasalalain@yahoo.fr
Téléphone : 66 34 90 59